

## RENTRÉE 2024 DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET LA RECHERCHE (ESR)

*Aucune amélioration en vue !*

**C**OMME TOUS LES ANS, c'est le classement de Shanghai qui a fait la seule actualité de l'ESR en cet été 2024, « un record et une fierté française » tweete la ministre démissionnaire, qui n'a pas un mot sur la cyberattaque au rançongiciel sans précédent que vient justement de subir la meilleure université française du classement, Paris-Saclay, piratage qui a mis l'établissement en léthargie depuis le 11 août.

**C'est pourtant bien la politique des présidentes de Saclay qui est mise en cause par les représentant-es du personnel** : tout ce qui compte, ce sont les classements, et les financements sont en priorité fléchés vers la communication et la valorisation de la marque « Saclay ».

Rappelons que le classement de Shanghai a, entre autres, servi de prétexte aux gouvernements successifs pour imposer les réformes qui ont déstructuré l'ESR depuis 20 ans.

Et ce n'est pas le nouveau ministre de l'ESR nommé le 21/09 qui va nous faire remonter la pente !

Patrick Hetzel, adepte d'une université à deux vitesses, de la sélection, de l'autonomie des établissements et des start-up, s'est également positionné pour la criminalisation des actions d'occupation dans les universités et la chasse aux « islamo-gauchistes ». Et il devra tenir ce programme en gérant la pénurie, car, si nombre de président-es d'université se félicitent en cette rentrée de la baisse attendue des effectifs étudiants en 2024-2025, c'est uniquement pour souffler un peu après 15 ans d'augmentation continue sans que les moyens n'aient jamais été donnés aux établissements publics du supé-



rieur pour permettre l'accès à tous et toutes à une université gratuite, laïque et émancipatrice, ce qui est un droit constitutionnel.

Car, encore une fois, le Projet de Loi de Finance prévoit déjà en ce mois de septembre une **diminution de 500M€ du budget 2025 de l'ESR, comparé à 2024 (déjà amputé de près d'1 Md € en février 2024)**, alors que la moitié des établissements de l'ESR ont été mis en déficit en 2023, que 60 pourraient être en déficit en 2024, que les personnels travaillent dans des conditions de plus en plus délétères, que la précarité explose dans la Recherche, que **les bâtiments sont dans des états catastrophiques : cet été, l'université**

de Lille a par exemple dû fermer la moitié des 35 amphis de son campus Cité scientifique, après la découverte d'amiante dans le système de traitement de l'air. Deux ans de travaux à ~8M€, que l'établissement ne sait pas comment financer.

Conséquence immédiate de cet abandon du service public de l'ESR, les effectifs étudiants dans l'ESR privé continuent à progresser : ce sont maintenant 26,6 % des étudiant-es qui sont hors service public, et la mainmise du privé lucratif sur le secteur continue son envol, en témoigne le passage d'écoles telles que l'ICN Business School, historiquement sous statut associatif, au statut de société anonyme avec ouverture du capital à Galileo Global Education.

Idem pour ce qui concerne le logement étudiant : seulement 10% des étudiant-es sont aujourd'hui logés par les CROUS, insuffisamment dotés par l'État), les autres subissent les loyers très élevés du secteur privé.

